

devions le condamner globalement. Le bill sera étudié au comité et j'espère, comme certains de mes confrères, qu'on y apportera les corrections nécessaires pour l'améliorer autant que possible. D'ici là, monsieur l'Orateur, faisons preuve de compréhension et de tolérance.

Je suis heureux de dire que c'est là la ligne de conduite adoptée par le chef de notre parti, qui est désireux de faire sa part pour que l'unité nationale soit préservée.

Le million d'anglophones résidant dans la province de Québec et le million de francophones vivant à l'extérieur de la province de Québec méritent que dans leur milieu respectif leur langue soit reconnue et qu'on leur procure, dans leur propre langue, les services auxquels ils ont droit.

J'invite donc mes collègues à voter en faveur du bill C-120. (*Applaudissements*)

M. Léonel Beaudoin (Richmond): Monsieur l'Orateur, je ne ferai que quelques remarques au sujet du bill sur la reconnaissance des deux langues officielles qui est proposé par le gouvernement et qui, à mon avis, arrive à point. Il est peut-être présenté trop tard. La présentation de ce bill sur les langues officielles par le gouvernement ne changera probablement pas grand-chose, parce qu'en définitive l'enseignement des langues relève, en grande partie, du gouvernement provincial.

Je voudrais surtout traiter de ce qui a trait à cette idée développée depuis quelques années, surtout dans la province de Québec, et, à titre de Canadien français, je voudrais parler un peu de ceux qui préconisent, surtout dans la province de Québec, la priorité d'une langue et qui, dès que l'on parle de finances, dès que l'on parle d'administration et autres choses sortent tout de suite le flambeau du mécontentement au sujet des langues, ce qui ne change rien à la situation.

Pour situer le débat, je voudrais, cet après-midi, présenter aux honorables députés tout le travail que nous avons accompli, nous, du Ralliement créditiste, depuis que nous sommes représentés à la Chambre.

A mon avis, la langue française n'est nullement en voie de disparition au Canada, comme cherchent à le faire croire certains politiciens, de langue française surtout, peu scrupuleux quand ils parlent d'égalité linguistique.

Ces politiciens sont, à mon sens, des hommes irresponsables envers les Canadiens et démontrent, par leurs paroles, combien ils sont indépendants et se fichent éperdument du bien commun des Canadiens, surtout de ceux de la province de Québec. Pour eux, il suffit de chercher à créer la panique au sein de la nation canadienne, en faisant en sorte

qu'ils se querellent entre eux et se divisent un jour afin de laisser libre cours à leurs desseins, que je qualifierai ici de mensongers et malhonnêtes.

Tous ces dénigreurs démagogues sont des mangeurs de leur prochain, qu'ils soient des Canadiens français ou Canadiens anglais. Pour arriver à leur fin, ils n'ont dans la tête que de provoquer la pagaille et même la chicanerie si faire se peut.

Ces politiciens jouent très fort les cordes du sentimentalisme, telles que langue, en premier lieu, religion, race, couleur, etc., afin d'en arriver, parce qu'ils ne sont pas assez forts, à diviser pour régner.

A ce stade, je veux citer une phrase tirée d'un article de M. Viateur Beaupré, paru dans *Le Devoir*, et je cite:

La grande pitié de la langue dite maternelle.

«Maintenant ces gens-là sont en droit de nous dire: Comment! Vous prétendiez être Français et vous ne savez ni parler ni écrire votre langue!...» Daudet, *La dernière classe*.

Nous leur avons donné ce droit, à ces gens-là; il s'agit maintenant de leur enlever ce droit. Le moyen est très simple, mais très difficile: apprendre à écrire et à parler notre langue. Car, «quand un peuple tombe esclave, tant qu'il tient bien sa langue, c'est comme s'il tenait la clef de sa prison...», dit encore Daudet.

Nous ne sortirons pas de prison uniquement avec cet outil de la langue. La culture, c'est aussi la politique, l'économie, les arts, le goût du pain, la saveur du vin, la courtoisie, la droiture et tout. Mais si nous nous libérons à tous les autres points de vue, sans devenir plus maîtres de notre langue, nous aurions cette consolation équivoque d'être des barbares en liberté.

Monsieur l'Orateur, demandons-nous ce que pensent ceux qui ont servi sous les drapeaux depuis la Confédération, surtout au cours de la dernière guerre mondiale. Aussi, ne serait-il pas bon de se demander pourquoi ces hommes, au cours des dernières guerres, ont donné leur vie pour sauver le Canada.

Est-ce que ces vaillants Canadiens se sont demandés s'ils se battaient en anglais ou en français? Moi je dis non! Avec l'aide de tous les Alliés, l'Angleterre et autres, ils voulaient sauver leur patrie, le Canada, avec tout ce qu'elle renferme de richesses humaines, indépendamment de leur langue et de leur culture.

Plus près de moi, mon frère, Antonio Beaudoin, qui était membre du régiment des Fusiliers du Mont-Royal, est décédé à Dieppe en 1942. Il a reçu cinq décorations, y compris la croix Victoria. C'était un valeureux soldat et il est mort à Dieppe à l'âge de 22 ans. Il a donné sa vie pour le Canada et le Commonwealth. Il ne s'est pas demandé, je suis sûr, s'il combattait pour le Canada anglais ou pour le Canada français. Tout ce qu'il voulait, c'était sauver la liberté, protéger le Canada dont il était fier.